

***Révoltes, manifestes et lieux énonciatifs :  
Évolutions du discours postcolonial dans les années du tournant  
francophone***

*Daniela Tomescu*  
*Université Western Ontario*

Pour citer cet article : Daniela Tomescu, « Révoltes, manifestes et lieux énonciatifs : Évolutions du discours postcolonial dans les années du tournant francophone » in *Sphères*, n° 4, 2019, pp. 19-32.

**Résumé**

Loin de rester confiné au monde académique, le tournant postcolonial français va de pair avec des manifestations, des révoltes et le lancement des textes partisans. En analysant quelques appels et manifestes publiés en France entre 2005 et 2010, nous nous proposons de passer en revue l'argumentaire postcolonial, ainsi que ses remaniements et évolutions, investis pour formuler des récits sur la situation postcoloniale française.

Dans le contexte du tournant postcolonial français, des manifestes lancés à la suite des révoltes des banlieues jouent le rôle de véhicules de l'épistémologie postcoloniale. Ces textes engagés rejoignent les actions de protestation contre des mesures gouvernementales perçues comme expression de la « nostalgie coloniale », et s'intègrent ainsi au grand débat sur l'identité nationale et la relation de la République avec son « Autre ». Signés collectivement, par des auteurs de différentes origines et identités politiques, les manifestes proposent diverses versions de lecture de la « situation postcoloniale » française. Que leur but affirmé soit un nouveau programme esthétique ou de renouveler un certain discours politique, on dénonce unanimement l'héritage colonial et on remet en question les concepts d'identité et de francité.

La « parole pamphlétaire postcoloniale » – comme David Murphy<sup>1</sup> appelle la suite de manifestes, appels, et pétitions lancées entre 2005 et 2010, montre une extension de l'intérêt pour le postcolonial au-delà de l'académie et au-delà des études littéraires : les signataires de « Qui fait la France ? » (2007)<sup>2</sup> proviennent des banlieues ; « Appel pour une République multiculturelle et post- raciale » (2010)<sup>3</sup> est signé par des universitaires d'autres disciplines s'intéressant à l'histoire postcoloniale. La réception critique de ce genre de pamphlet, éminemment préoccupée à déceler l'intention politique du texte, fera du lieu d'énonciation un critère interprétatif essentiel. Or, c'est précisément le choix générique qui posera problème pour une grille de lecture postcoloniale : le manifeste, en tant que produit d'une modernité si méprisée par tous les « post », servira, dans le contexte du tournant français, comme instrument de propagation d'un discours postcolonial par définition hétéroclite et polyvalent, non totalisable. De surcroît, dans la plupart des cas on ne peut pas parler d'une identité collective homogène des signataires d'un même texte ni d'une coïncidence de leurs « lieux d'énonciation ». Le grand souci pour les lieux énonciatifs mènera, étonnamment, à des interprétations discordantes des textes qui véhiculent, tous, un bon nombre de concepts communs.

---

<sup>1</sup> D. Murphy, « Postcolonial Manifesto: Partisanship, Criticism and the Performance of Change » in A. G. Hargreaves (dir.), *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-Monde*, Liverpool : Liverpool University Press, Liverpool, 2010, pp. 67-86.

<sup>2</sup> F. Guène, « Qui fait la France ? » (Préface) in *Chroniques d'une société annoncée*, Paris : Stock, 2007.

<sup>3</sup> L. Thuram, « Appel pour une république multiculturelle et postraciale : suivi des 100 propositions pluricitoyennes », 2010 : [http://www.achac.com/file\\_dynamic/Appel\\_pour\\_une\\_republique\\_multiculturelle\\_et\\_postraciale.pdf](http://www.achac.com/file_dynamic/Appel_pour_une_republique_multiculturelle_et_postraciale.pdf) (consulté le 16/07/2017).

## Lieu d'énonciation et ses fonctions interprétatives : contre une « littérature-monde » / pour un manifeste « Autre »

« Pour une 'littérature-monde' en français »<sup>4</sup>, signé par des figures proéminentes de la francophonie littéraire, publié en mars 2007, allait provoquer des réactions virulentes et beaucoup de médiatisation. Manifeste qui se consacre le plus au problème d'une nouvelle esthétique pour la littérature dite « francophone », c'est aussi le premier qui fait que des questions qui préoccupaient exclusivement l'académie deviennent des sujets de débat public. La réception critique accordera plus d'attention à l'intention auctoriale qu'au programme esthétique. Les déclarations d'intention sont démontées minutieusement, pour y cerner l'agenda caché, et les signataires sont accusés, dans les meilleurs des cas, d'ignorance de l'état présent de la littérature française et des idées circulant dans le champ des études postcoloniales (Cloonan<sup>5</sup>, Dutton<sup>6</sup>), d'anachronisme et d'utopisme (Combe<sup>7</sup>), et, dans les pires, de « crise simulée » pour des raisons de marketing (Cavaillé<sup>8</sup>), de subalternité servile ou de mauvaise conscience impérialiste (Glover<sup>9</sup>, Cavaillé, Cloonan, Combe) et même de racisme (Sugnet<sup>10</sup>). N'ayant pas anticipé, selon toute apparence, de telles réactions, majoritairement négatives, les auteurs exhibent leurs appartenances, leur désir de changer la nature des rapports centre-périphérie, de mener leur lutte contre le « canon », de restaurer le statut des littératures ainsi-dites « francophones » face à la littérature franco-française. De multiples gloses concluent alors sur la culpabilité collective des quarante-quatre écrivains signataires et font une lecture « à contre-courant » des déclarations explicites.

---

<sup>4</sup> M. Barberly, « Pour une "littérature-monde" en français » in *Le Monde des Livres*, 2007 :

[http://www.lemonde.fr/livres/article/2007/03/15/des-ecrivains-plaident-pour-un-roman-en-francais-ouvert-sur-le-monde\\_883572\\_3260.html](http://www.lemonde.fr/livres/article/2007/03/15/des-ecrivains-plaident-pour-un-roman-en-francais-ouvert-sur-le-monde_883572_3260.html) (consulté le 16/07/2017).

<sup>5</sup> W. Cloonan, « Littérature-Monde and the Novel in 2007 » in *French Review*, vol. I, n° 82, 2007, pp. 33-50.

<sup>6</sup> J. Dutton, « Francophonie and its Futures: Utopian, Digital, Plurivocal » in *Australian Journal of French Studies*, vol. I, n° 48, 2011, pp. 3-17.

<sup>7</sup> D. Combe, « Littératures francophones, littérature-monde en français » in *Modern & Contemporary France*, vol. II, n° 18, 2010, pp. 231-249.

<sup>8</sup> J. P. Cavaillé, « Francophone, l'écriture est polyglotte » in *Libération*, n° 30, 2007, pp. 15-35.

<sup>9</sup> K. L. Glover, « The Ambivalent Transnationalism of a Literature – World – in French » in *Small Axe*, vol. III, n° 14, 2010, pp. 99-110.

<sup>10</sup> C. J. Sugnet, « Pour une littérature-monde en français : manifeste retro ? » in *International Journal of Francophone Studies*, vol. XII, n° 2-3, 2009, pp. 237-252.

## Le lieu d'énonciation – un non-alibi pour la rhétorique de la victimisation ?

Les signataires se feraient coupables de vivre de manière contradictoire cette « francophonie » de laquelle ils profiteraient tout en la dénonçant. Premièrement parce que le « centre » parisien contre lequel ils s'insurgent c'est le tremplin même de l'affirmation dans le monde des « littératures francophones ». Fustiger une francophonie définie comme « dernier avatar du colonialisme »<sup>11</sup> pour de nombreux critiques ne compte plus comme alibi, car les écrivains francophones sont vus comme complices du système institutionnel, bien avantagés par leur (prétendue) marginalité<sup>12</sup>. L'évocation du lieu d'énonciation de l'écrivain francophone par les signataires du manifeste ne fonctionne plus, comme on aurait pu s'y attendre, si on considère la grille de lecture postcoloniale, en tant que preuve d'authenticité du discours sur la condition victimaire : ce ne serait rien de plus qu'une stratégie pour gagner la sympathie du public en misant sur sa réponse émotionnelle.<sup>13</sup>

L'argument le plus invoqué pour invalider une telle prétention à l'authenticité, c'est de faire partie de ce qu'Anthony Appiah appelait la « comprador intelligentsia »<sup>14</sup>. À ce lieu commun du discours critique postcolonial contestant à l'intellectuel « tiers-mondiste », parlant de l'intérieur de l'académie occidentale, le droit de revendiquer une identification avec le subalterne et de lui « donner une voix », s'ajoutent des commentaires encore plus virulents sur les écrivains dont la situation d'énonciation les justifierait encore moins à se lancer dans le projet « pour une littérature-monde ». On le remarque souvent, à part les francophones décolonisés « tiers-mondistes », il y a des francophones d'origine européenne n'ayant pas subi la colonisation et pour lesquels le français est la langue de leur choix, ainsi que des Français « pure-laine », tels Le Bris et Rouaud. Un tel mélange d'écrivains provenant d'horizons différents serait dangereux, car supposé donner naissance à un discours homogénéisant, gommant les différences entre diverses situations énonciatives, et menant à l'oubli des conditions historiques et politiques ayant généré des relations de subalternité (Kleppinger<sup>15</sup>,

---

<sup>11</sup> M. Le Bris, *Pour une littérature-monde*, Paris : Gallimard, 2007.

<sup>12</sup> V. Porra, « Pour une littérature-monde en français. Les limites d'un discours utopique » in *Intercâmbio*, n° 13, 2008, p. 37.

<sup>13</sup> K. L. Glover, « The Ambivalent Transnationalism of a Literature – World – in French », *op. cit.*, pp. 101-102.

<sup>14</sup> A. Appiah, « Is the post-in postmodernism the post-in postcolonial? » in *Critical inquiry*, vol. II, n° 17, 1991, p. 348.

<sup>15</sup> K. Kleppinger, « What's Wrong with the Littérature-Monde Manifesto? » in *Contemporary French and Francophone Studies*, vol. I, n° 14, 2010, pp. 77-84.

Porra<sup>16</sup>). D'après Moudileno cet amalgame serait stratégique, car il servirait un but justificatif :

the littérature-monde manifesto is an opportunity for: (i) authors of European (non-colonial) origin to situate themselves on the side of the diverse and thus the vitality of Francophone letters and not the moribund Occident; and (ii) authors of colonial origins to approach the Western universal [...]. In the group of signatories, one side helps escape the dangers of narcissism, ethnocentrism and so on, while the other helps escape the dangers of representativity.<sup>17</sup>

La situation d'énonciation n'est plus, tout d'un coup, garantie de l'authenticité de la représentation, et les objectifs du combat discursif, relevant d'un éthos postcolonial, même si réclamés haut et fort, ne fonctionnent plus comme stratégie de légitimation. Tout ce que « les quarante-quatre » disent peut être utilisé contre eux, même s'il ne s'agit d'autre chose que de revendications ayant fait depuis longtemps consensus : parler pour le marginal, déconstruire, décentraliser, dé-canoniser.

### **Pour un manifeste « Autre » : « Qui fait la France ? »**

Par contre, un manifeste tel « Qui fait la France ? », publié la même année, bénéficie pleinement de l'approbation d'une critique qui semble infléchir ses critères d'évaluation. Les signataires sont des écrivains moins connus dans la sphère littéraire française et ayant moins de visibilité médiatique : Mohamed Razane, Faïza Guène, Mabrouck Rachedi, Karim Amellal, Thomté Ryam, Samir Ouazene, Khalid El Bahji, Jean-Eric Boulou, Dembo Goumane, Habiba Mahany. Le Collectif *Qui fait la France* annonce avec ce manifeste le projet esthétique d'une « écriture au miroir » qui reflète la société française telle que vue par ses marginaux, les « enfants des banlieues ».

Les analyses comparatives que la critique fait de « Pour une 'littérature-monde' en français » et « Qui fait la France ? » s'emploient généralement à signaler les différences. Si les deux groupes d'écrivains peuvent réclamer une identité postcoloniale, on ne leur reconnaît pas la même position de marginalité. La défense des écrivains « beurs » / « de banlieue » contraste à une critique, parfois assez virulente, de la position au sein des lettres françaises des écrivains

---

<sup>16</sup> V. Porra, « Malaise dans la littérature-monde (en français) : de la reprise des discours aux paradoxes de l'énonciation » in *Recherches & Travaux*, n° 76, 2010, pp. 109-129.

<sup>17</sup> L. Moudileno, « Francophonie : Trash or Recycle ? », in A. G. Hargreaves (dir.), *Transnational French Studies : Postcolonialism and Littérature-Monde*, op. cit., p. 121.

ainsi-dits « francophones ». On l'a souvent remarqué, parmi les signataires de « Pour une 'littérature-monde' en français » il n'y a pas d'auteur « beur ». Même si le manifeste a été mal reçu, on déplore cette absence. Ainsi, pour Benjamin Stora<sup>18</sup> cela signifie reléguer la littérature beur « à un autre plan » que la littérature française ou même que celle dite « francophone. Le « nous » collectif de « Qui fait la France ? » serait autre que le « nous » des écrivains associés au projet « pour une littérature-monde », le signale Laura Reeck<sup>19</sup>. Si les signataires des deux manifestes protestent également contre la centralité de Paris dans l'industrie de la publication des livres, leurs prises de parole n'auraient pas la même motivation. Seuls les membres du *Collectif* seraient les vraies victimes de la situation postcoloniale française :

whereas Le Bris's group framed its declaration with respect to the literary prize season of 2006 that attributed five of France's most prestigious literary awards to authors of non-French origin (two of whom signed the manifesto), the manifesto crafted by the Collectif *Qui fait la France?* was triggered in many ways by the riots of 2005 and the long standing marginalization suffered by authors within France's *banlieues défavorisées*.<sup>20</sup>

Les deux manifestes réfèrent à deux types différents de périphéries : une périphérie externe (les ex-colonies) et une périphérie interne. Reeck tient à souligner cette différence parce que, dit-elle, « it is in fact the internal periphery – familiar and indigenous – that garners the most resistance from the center »<sup>21</sup>. L'écrivain de banlieue semble être le véritable subalterne postcolonial, capable de produire une représentation non altérée par le savoir-pouvoir.

Cette présomption d'authenticité ne peut pourtant toujours être confirmée par une grille de lecture postcoloniale, si appliquée avec la même rigueur au groupe de Razane qu'à celui de Le Bris. Les écrivains de banlieue se réclament précisément de la veine la plus canonique de la littérature française, quand interrogés sur leurs objectifs politiques et sur leur parenté esthétique : ils veulent faire de la « littérature au miroir » et se placent dans la filiation de Zola, Balzac et Flaubert. Or, cela pourrait poser problème si on se rappelle le verdict que donne la doxa postcoloniale sur l'idéal universaliste et le canon, jugés discriminatoires envers le savoir et les représentations subalternes « Autres ». Alors, la critique construit un discours qui rend

---

<sup>18</sup> B. Stora, « Un besoin d'histoire », in M. C. Smouts (dir.), *La situation postcoloniale : les postcolonial studies dans le débat français*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2007, p. 358.

<sup>19</sup> L. Reeck, « The World and the Mirror in Two Twenty-First-Century Manifestos : "Pour une 'littérature-monde' en français" and "Qui fait la France ?" » in A. G. Hargreaves (dir.), *Transnational French Studies : Postcolonialism and Littérature-Monde*, op. cit., p. 258.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 258

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 259

acceptables les références à des termes bannis du vocabulaire postcolonial, et qui dissipe l'inquiétude que de tels propos pourraient soulever quant à la rectitude politique de la représentation. Ce canon dont se réclament les nouveaux marginaux postcoloniaux doit nécessairement être un canon « Autre » ; cet universel qu'ils veulent embrasser doit être un universel « Autre ». Les potentielles discordances entre l'usuel argumentaire postcolonial et les déclarations explicites de ces « enfants de la postcolonie » en France sont neutralisées par une critique qui s'emploie à trouver la « différence », « l'altérité » sous-entendant leurs prises de parole. Cette « altérisation » des discours et des valeurs semble devenir par suite preuve d'authenticité.

### **« Appels » et mises en récit du passé-présent colonial : « Nous sommes les indigènes de la République »<sup>22</sup> et « Appel pour une République multiculturelle et postraciale »**

« Nous sommes les indigènes de la République ! Appel pour les Assises de l'anti-colonialisme postcolonial » est le premier manifeste lancé, datant de janvier 2005. Il est donc publié, comme le remarque Robine, « avant que les émeutes aient influé (durablement ou pas) sur les représentations et les discours »<sup>23</sup>. « Appel pour une République multiculturelle est postraciale » est, par contre, publié en 2010, à la fin de la période caractérisée par Murphy comme dominée par la parole pamphlétaire postcoloniale. À l'initiative du premier appel se trouve Houria Bouteldja, militante politique, fondatrice du collectif *Les Blédardes* et porte-parole du groupe *Les Indigènes de la République*. À l'initiative du deuxième se trouvent les historiens Pascal Blanchard, auteur de *La fracture coloniale* (2005), et François Durpaire. Nous allons mettre en parallèle un manifeste d'avant les émeutes et un autre qui se propose, explicitement, de donner un rapport de la situation postcoloniale française « cinq ans après les événements qui ont secoué les quartiers populaires »<sup>24</sup>, pour rendre compte de la méta-conscience que ces textes ont d'une certaine doxa postcoloniale. Si le texte de « Nous sommes les indigènes de la République ! » échappe à l'influence qu'ont eue les émeutes des banlieues sur la représentation de la situation postcoloniale française, ce serait pourtant le premier à déclencher, comme le remarquait

---

<sup>22</sup> H. Bouteldja, « Nous sommes les indigènes de la République » in *Les mots sont importants.Net* : <http://lmsi.net/Nous-sommes-les-indigenes-de-la> (consulté le 16/07/2017).

<sup>23</sup> J. Robine, « Les 'indigènes de la République' : nation et question postcoloniale » in *Hérodote*, n° 1, 2006, p. 119.

<sup>24</sup> L. Thuram, *op. cit.*, s. p.



Lorcerie<sup>25</sup>, une mise en récit politisée de la réalité française. Par contre, « Appel pour une République multiculturelle et postraciale » montre une bonne connaissance des arguments et des contre-arguments autour des poncifs de la théorie postcoloniale et semble même vouloir parer aux objections soulevées habituellement par la dissidence postcoloniale.

### « Nous sommes les indigènes de la République! »

L'appel de 2005 dénonce les inégalités sociales dont souffrent les populations issues de l'immigration, cantonnées dans les espaces de « non droit » des banlieues françaises. Ses auteurs accusent la perpétuation en France d'une mentalité coloniale qui mène au traitement de l'Autre comme « indigène de la République » auquel on ne reconnaît pas l'appartenance à l'identité française. La mentalité coloniale se prolongerait dans la manière de représenter sur la scène publique française les conflits de la scène géopolitique postcoloniale actuelle : la manière d'imaginer l'Autre de l'extérieur de la métropole ricocherait sur la représentation de l'étranger à l'intérieur de la France. Ce préjudice contre l'Autre serait présent dans tout type de texte et de « discours », qu'il soit académique, médiatique, social. Il y aurait un recyclage de la thématique du « choc des civilisations » et de la « barbarie » de cet « indigène » de la République, une manipulation rhétorique des conflits sociaux qualifiés comme « communautaristes » et « intégristes ». Le manifeste reprend l'idée conformément à laquelle le colonialisme n'est pas une affaire du passé : « La France a été un État colonial... » ; « ...La France reste un État colonial »<sup>26</sup>. Le discours politique français ne serait qu'une forme de recyclage de la mentalité impérialiste américaine. Le manifeste réitère aussi l'impératif de décoloniser la pensée française, de réévaluer l'idéal républicain et la prétention d'universalisme, qui ont déshumanisé l'Autre :

L'État et la société doivent opérer un retour critique radical sur leur passé-présent colonial. Il est temps que la France interroge ses Lumières, que l'universalisme égalitaire, affirmé pendant la Révolution française, refoule ce nationalisme arc-bouté au « chauvinisme de l'universel », censé « civiliser » sauvages et sauvageons.<sup>27</sup>

Le « nous » collectif de l'appel se place en même mesure dans la lignée des sujets coloniaux de la France, « mis en esclavage, colonisés, animalisés », que celui de « ces Français

---

<sup>25</sup> F. Lorcerie, « Le primordialisme français, ses voies, ses fièvres » in M.C. Smouts (dir.), *La situation postcoloniale*, Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 298-343.

<sup>26</sup> H. Bouteldja, *op.cit.*, s.p.

<sup>27</sup> *Ibid.*



qui ont résisté à la barbarie nazie et de tous ceux qui se sont engagés avec les opprimés »<sup>28</sup> et ont mené la lutte anticoloniale.

La réception de ce manifeste ne comprend presque pas de voix qui condamne la non coïncidence des lieux d'énonciation entre les auteurs de l'appel « pour les assises de l'anti-colonialisme post-colonial » et ceux qu'ils veulent représenter. Le commentaire de Robine en est une exception. Analysant la déclaration de Saïd Bouamama parlant au nom des initiateurs de l'appel, auxquels il dresse en même temps un portrait collectif, Robine remarque que ceux-ci se pensent « comme une élite politique et sociale issue des quartiers de l'immigration », une élite « qui fait bien entendu d'elle-même le lien entre sa situation et l'histoire coloniale »<sup>29</sup>. Si l'appel se veut être l'expression de la lutte pour la reconnaissance du subalterne postcolonial, Robine y identifie l'existence d'autres « stratégies de pouvoir »<sup>30</sup> que la tant invoquée opposition binaire France – son Autre : les « territoires de l'immigration »<sup>31</sup> seraient une source de capital politique déterminant des rivalités de leadership entre ceux qui « prétendent défendre ou organiser les personnes issues de l'immigration en France »<sup>32</sup>. « Nous sommes les indigènes de la République ! » représenterait la forme la plus aboutie et la plus populaire des discours tenus à l'endroit de l'immigration depuis la « Marche des beurs » de 1983, en raison d'utiliser de manière efficace l'idée de « continuum colonial » qui sert à unifier plusieurs préoccupations politiques partagées par les populations-cible de l'appel. Un grand nombre d'aspects de la vie socio-politique seraient ainsi expliqués comme conséquence de l'oppression post-coloniale :

Le « continuum colonial » est indiscutablement une représentation géopolitique. Bien plus qu'un slogan, il s'agit d'une clé d'analyse très large, qui fournit une explication conjointe aux discriminations, à la politique étrangère de la France et de l'Occident souvent perçue comme inégalitaire et responsable de la misère et du sous-développement des ex-colonies, pays d'origine des immigrés, [...], aux ghettos ethniques des périphéries urbaines [...].<sup>33</sup>

### « Appel pour une République multiculturelle et postraciale »

Cinq ans plus tard, l'« Appel pour une République multiculturelle et postraciale », signé par les chercheurs Pascal Blanchard et François Durpaire et trois autres personnes publiques françaises

---

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> J. Robine, « Les 'indigènes de la République' : nation et question postcoloniale », *op. cit.*, p. 141.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 135

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 137

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 127

(l'activiste Rokhaya Diallo, le journaliste Marc Cheb Sun, le footballeur Lilian Thuram), se donne comme principal objectif la diffusion des représentations décolonisées sur les minorités ethniques postcoloniales, et d'« irriguer le débat public » en impliquant ainsi dans le projet « 100 personnalités issues de tous les horizons » pour initier un mouvement qui appelle au changement. D'après leur évaluation, la situation postcoloniale en France, en 2010, se caractérise toujours par l'incapacité d'arriver aux termes avec le legs colonial :

cet appel montre que la république française n'a guère bougé et qu'elle peine à reconnaître sa dimension multiculturelle. Cinq ans après les événements qui ont secoué les quartiers populaires, au moment où le débat sur « l'identité nationale » associé à l'histoire de l'immigration traverse le pays, la mécanique républicaine se heurte à un défi majeur : comment ouvrir la République à tous les citoyens qui la composent ?<sup>34</sup>

Pour guérir les relations sociales qui se ressentent du traumatisme colonial, il serait nécessaire de reconnaître la « pluralité d'héritages »<sup>35</sup> qui forment l'identité nationale. En 2010, cinquante-cinq ans après le début du conflit algérien, on l'annonce, « la politique de la non mémoire semble se fissurer »<sup>36</sup>. On réclame la création d'une mémoire « plurielle » et d'un « récit national » ayant subi « une révision critique »<sup>37</sup> pour intégrer l'histoire coloniale, l'histoire de l'esclavage et l'histoire des immigrations. L'appel évoque les « premières luttes des enfants de l'immigration et de leurs parents »<sup>38</sup>, dans les années '80, le scandale de la Loi du 23 février sur le « rôle positif de la colonisation » et les révoltes des banlieues. En 2010, concluent les auteurs de l'appel, « [l]es ferments de la révolte qui a frappé la France en 2005 sont toujours là »<sup>39</sup>. Ils annoncent avoir pris conscience de la « fracture coloniale dans la société française »<sup>40</sup> et vouloir réconcilier la France avec son passé.

Le texte de l'appel répond à la polémique autour de la réévaluation de l'histoire française : « Les temps changent, même si certains essaient de nous convaincre du fait que parler de l'histoire, c'est d'être un 'repentant'. À cela nous répondons 'non'. Parler d'histoire, c'est simplement permettre à chacun de savoir comment s'est forgée notre identité française ».<sup>41</sup>

---

<sup>34</sup> Thuram, « Appel pour une république multiculturelle et postraciale : suivi des 100 propositions pluricitoyennes », *op.cit.*, p. 14

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 17

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 15

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 17

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 18

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 21

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 15

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 17

L'ambition de l'appel c'est toujours celle de donner une voix parce que les minorités ethniques et « la jeunesse des banlieues », seraient soit « trop ignorés du paysage audiovisuel », soit « témoins muets d'une exposition médiatique stigmatisante »<sup>42</sup>. L'appel contient des références intertextuelles renvoyant aux ouvrages en vogue sur l'héritage colonial et la situation postcoloniale, tels ceux de Benjamin Stora et Pascal Bruckner, et se constitue ainsi comme un contre-discours réfutant les hypothèses conformément auxquelles la situation postcoloniale française serait définie par un excès de récits victimaires, une concurrence, une « guerre des mémoires »<sup>43</sup> de ceux qui s'arrogent le statut de victime, ou par une « tyrannie de la pénitence »<sup>44</sup> ressentie aujourd'hui par « l'homme blanc »<sup>45</sup>.

À part ces réponses contre-discursives, les signataires semblent prendre en compte, sur certains points, les objections soulevées par les voix dissidentes du discours postcolonial : se servir de son statut de victime et marginal pour arriver au centre, le renversement des hiérarchies discriminatoires, la confusion entre passé colonial et présent, l'enfermement communautariste. L'appel comprend ainsi une exhortation adressée aux enfants de l'immigration coloniale : « À l'instar de Franz Fanon, nous les invitons à ne pas réclamer de réparations pour le passé mais les exhortons à exiger l'égalité pour le présent »<sup>46</sup>. La considération du « passé-présent colonial », le suggèrent les auteurs de l'appel, devrait faire place aux nuances. Il faudrait savoir distinguer « ce contre quoi ils ont à combattre (discrimination liée à la couleur ou au patronyme, relégation sociale) et ce dont ont souffert leurs aïeux (esclavage et colonisation) »<sup>47</sup>.

Les auteurs de l'appel se montrent même sensibles aux arguments des voix critiques à l'égard d'une épistémologie postcoloniale pour qui les régimes de vérité et d'authenticité de la représentation seraient dépendants de l'identité, de l'origine, du « lieu » de l'énonciateur. Ils ont acquis la conscience du fait qu'eux non plus ne peuvent parler d'un « non-lieu », surtout quand l'initiative de l'appel appartient à des universitaires formés par l'académie occidentale et Français de souche, tels Pascal Blanchard et François Durpaire: « est-il nécessaire d'être noir

---

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 18

<sup>43</sup> B. Stora, *La guerre des mémoires*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2007.

<sup>44</sup> P. Bruckner, *La tyrannie de la pénitence*, Paris : Grasset, 2006.

<sup>45</sup> P. Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc*, Paris : Seuil, 1983.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 19

<sup>47</sup> *Ibid.*

pour combattre la discrimination raciste ? »<sup>48</sup> demandent les signataires. En proposant de regarder « au-delà des fractures »<sup>49</sup>, ils formulent une critique à l'endroit de l'enfermement identitaire. La République qu'ils désirent serait une « [où] nous pourrions rappeler que les identités ne sont pas des objets sacrés »<sup>50</sup>.

## Conclusion

Le texte-pamphlet postcolonial réengage la discussion du passé colonial français. Les manifestes publiés de 2005 à 2010 se rencontrent sur un bon nombre de revendications communes : dé-canoniser, décentrer, décoloniser. Ils procèdent à recenser les événements de la scène socio-politique française pour forger un récit qui prend en compte le legs colonial. Le discours que la réception critique tient à l'endroit de la suite de textes-pamphlet montre pourtant une utilisation préférentielle des grilles de lecture et des instruments conceptuels postcoloniaux pour décider de la légitimité des positions discursives. Malgré la soucieuse considération du lieu énonciatif, le courant critique dominant n'arrive pas à prendre conscience des stratégies de pouvoir animant le manifeste « Autre ». Néanmoins, vers la fin de la période marquant le tournant postcolonial francophone, la parole pamphlétaire laisse transparaître un interdiscours polémique et même un changement progressif dans la manière de formuler les principes de l'engagement politique, afin de répondre aux objections des voix critiques dissidentes sur les points aveugles de l'épistémologie postcoloniale. L'évolution de l'argumentaire et les remaniements dans la façon de formuler une certaine doxa signalent la prise de conscience sur les contradictions interprétatives et l'insuffisance de l'instrumentaire conceptuel appliqué « par défaut » à la lecture de la situation postcoloniale contemporaine.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 22

<sup>50</sup> *Ibid.*

## Bibliographie

- APPIAH, A., « Is the post- in postmodernism the post- in postcolonial? » in *Critical inquiry*, vol. II, n° 17, 1991.
- BARBERY, M., « Pour une “littérature-monde” en français » in *Le Monde des Livres*, 2007 : [http://www.lemonde.fr/livres/article/2007/03/15/des-ecrivains-plaident-pour-un-roman-en-francais-ouvert-sur-le-monde\\_883572\\_3260.html](http://www.lemonde.fr/livres/article/2007/03/15/des-ecrivains-plaident-pour-un-roman-en-francais-ouvert-sur-le-monde_883572_3260.html) (consulté le 16/07/2017).
- BOUTELDJA, H., « *Nous sommes les indigènes de la République* » in *Les mots sont importants.Net* : <http://lmsi.net/Nous-sommes-les-indigenes-de-la> (consulté le 16/07/2017).
- BRUCKNER, P., *Le Sanglot de l'homme blanc*, Paris : Seuil, 1983.
- , *La tyrannie de la pénitence*, Paris : Grasset, 2006.
- CAVILLE, J. - P., « Francophones, l'écriture est polyglotte » in *Libération*, n° 30, 2007, pp. 15-35.
- CLOONAN, W., « Littérature-Monde and the Novel in 2007 » in *The French Review*, vol. I, n° 82, 2007, pp. 33-50.
- COMBE, D., « Littératures francophones, littérature-monde en français » in *Modern & Contemporary France*, vol. II, n° 18, 2010, pp. 231-249.
- DUTTON, J., « Francophonie and its Futures : Utopian, Digital, Plurivocal » in *Australian Journal of French Studies*, vol. I, n° 48, 2011, pp. 3-17.
- GLOVER, K. L., « The Ambivalent Transnationalism of a Literature – World – in French » in *Small Axe*, vol. III, n° 14, 2010, pp. 99-110.
- GUÈNE, F., « Qui fait la France ? » in *Chroniques d'une société annoncée*, Paris : Stock, 2007.
- HARGREAVES, A. G. (dir.), *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-monde*, Liverpool : Liverpool University Press, 2010.
- KLEPPINGER, K., « What's Wrong with the Littérature-Monde Manifesto? » in *Contemporary French and Francophone Studies*, vol. I, n° 14, 2010, pp. 77-84.
- LE BRIS, M., *Pour une littérature-monde*, Paris : Gallimard, 2007.
- LORCERIE, F., « Le primordialisme français, ses voies, ses fièvres » in M. C. SMOUTS (dir.), *La situation postcoloniale*, Paris : Presses de Sciences Po, 2007, pp. 298-343.
- MOUDILENO, L., « Francophonie : Trash or Recycle ? » in A. G. HARGREAVES (dir.), *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-Monde*, Liverpool : Liverpool University Press, 2010.
- MURPHY, D., « Postcolonial Manifesto: Partisanship, Criticism and the Performance of Change » in A. G. HARGREAVES (dir.), *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-Monde*, Liverpool : Liverpool University Press, 2010, pp. 67-86.
- PORRA, V., « Pour une littérature-monde en français. Les limites d'un discours utopique » in *Intercâmbio*, n° 13, 2008.
- , « Malaise dans la littérature-monde (en français) : de la reprise des discours aux paradoxes de l'énonciation » in *Recherches & Travaux*, n° 76, 2010, pp. 109-129.
- REECK, L., « The World and the Mirror in Two Twenty-First-Century Manifestos : “Pour une ‘littérature-monde’ en français” and “Qui fait la France ?” » in A. G. HARGREAVES (dir.), *Transnational French Studies: Postcolonialism and Littérature-Monde*, Liverpool : Liverpool University Press, 2010.
- ROBINE, J., « Les ‘indigènes de la République’ : nation et question postcoloniale » in *Hérodote*, n° 1, 2006.
- SMOUTS, M. C., *La situation postcoloniale : les postcolonial studies dans le débat français*, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2007.

## Daniela Tomescu, « Révoltes, manifestes et lieux énonciatifs »

STORA, B., *La guerre des mémoires : la France face à son passé colonial*, La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 2007.

———, « Un besoin d'histoire » in M. C. SMOUTS (dir.), *La situation postcoloniale*, Paris : Presses de Sciences Po, 2007.

SUGNET, C. J., « Pour une littérature-monde en français : manifeste rétro? » in *International Journal of Francophone Studies*, vol. XII, n° 2-3, 2009, pp. 237-252.

THURAM, L., « Appel pour une république multiculturelle et postraciale : suivi des 100 propositions pluricitoyennes », 2010 :

[http://www.achac.com/file\\_dynamic/Appel\\_pour\\_une\\_republique\\_multiculturelle\\_et\\_postraciale.pdf](http://www.achac.com/file_dynamic/Appel_pour_une_republique_multiculturelle_et_postraciale.pdf) (consulté le 16/07/2017).